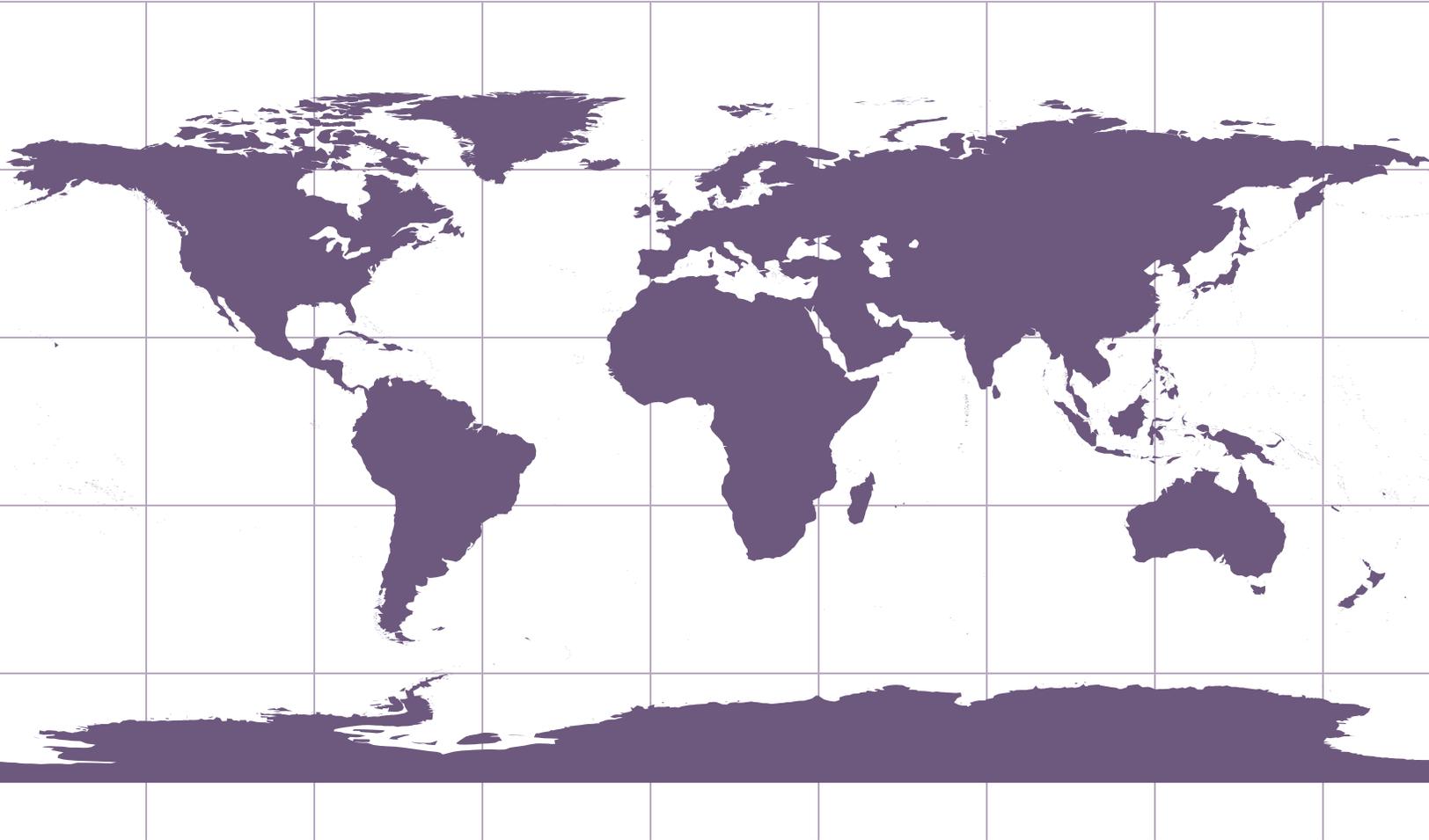


# Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017



Nations Unies  
New York, 2017



# Résumé

## Perspectives du développement macroéconomique mondial

### La progression de l'économie mondiale demeure lente

En 2016, l'économie mondiale n'a progressé que de 2,2%, soit le taux de croissance le plus faible depuis la Grande Récession de 2009. La progression lente de l'économie mondiale est marquée par un faible rythme de l'investissement mondial, un ralentissement de la croissance du commerce mondial et par des niveaux d'endettement élevés. Les prix bas des matières premières ont exacerbé ces facteurs dans de nombreux pays exportateurs de matières premières depuis mi-2014. Les conflits et les tensions géopolitiques continuent de peser sur les perspectives économiques de plusieurs régions.

Le produit mondial brut devrait augmenter de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018. Cette modeste reprise constitue davantage une stabilisation économique plutôt qu'une reprise vigoureuse et soutenue de la demande mondiale. La légère augmentation de la croissance du produit intérieur brut (PIB) prévue pour les économies développées en 2017 est largement déterminée par la fin du cycle de déstockage aux États-Unis et par des politiques de soutien additionnelles au Japon.

Les économies en transition devraient connaître une croissance de 1,4 % en 2017, après deux années consécutives de décroissance, en grande partie due à la forte détérioration des termes de l'échange pendant la période 2014-2015. Il est également prévu que la croissance économique dans les pays exportateurs de matières premières s'accélère légèrement, bénéficiant de la stabilisation des prix de ces produits et de la réduction des pressions inflationnistes, antérieurement provoquées par les fortes dépréciations des taux de change. L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud continueront de croître plus rapidement que les autres régions, bénéficiant d'une forte demande intérieure et d'une plus ample marge de manœuvre pour leurs politiques macro-économiques. Ces perspectives restent tout de même sujettes à d'importantes incertitudes et à des risques à la baisse qui pourraient compromettre l'accélération modérée de la croissance actuellement projetée. Étant donné les liens étroits entre la demande, l'investissement, le commerce et la productivité, la faiblesse de la croissance mondiale pourrait se prolonger en l'absence d'efforts politiques concertés pour relancer l'investissement et favoriser une reprise de la productivité. Cela empêcherait le progrès envers la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier les objectifs d'éradication de l'extrême pauvreté et de création de travail décent pour tous.

### Les faibles investissements sont à la base du ralentissement de la croissance mondiale

La croissance des investissements s'est considérablement ralentie dans plusieurs des grandes économies développées et en développement, ainsi que dans de nombreuses économies en transition. Une faible demande mondiale prolongée a réduit l'incitation à l'investissement

des entreprises, en plus des incertitudes économiques et politiques qui ont également joué un rôle défavorable. Depuis 2015, de nombreux pays ont connu une forte contraction des investissements dans les industries pétrolières et extractives. Ces baisses sont essentiellement cycliques, plutôt que le reflet d'un progrès structurel significatif vers une économie moins intense en énergies fossiles. Dans certains cas, le manque d'accès au financement a également un rôle négatif, en particulier dans les pays où les banques restent sous-capitalisées ou où les marchés financiers sont sous-développés. Bien que les rendements obligataires n'aient jamais été aussi bas, souvent même négatifs, les gouvernements des pays développés ont considérablement réduit leurs investissements publics depuis 2010, ce qui reflète les politiques d'ajustement budgétaire mises en œuvre en réponse à des niveaux élevés de dette publique. Depuis mi-2014, les gouvernements de nombreux pays exportateurs de matières premières ont également réduit leurs investissements indispensables en infrastructures et services sociaux, en raison de la forte perte de recettes publiques tirées des matières premières. À l'inverse, dans d'autres pays en développement d'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud, ainsi que dans certaines régions d'Afrique, l'affaiblissement des investissements du secteur privé a été partiellement compensé par l'expansion des projets publics d'infrastructures.

### Les investissements faibles pendant une période prolongée ont mené au ralentissement de la croissance de la productivité

La croissance de la productivité du travail s'est nettement ralentie dans la plupart des économies développées et dans de nombreux pays en développement et en transition. L'investissement en capital nouveau peut améliorer d'autres facteurs tels que le taux d'innovation, les compétences de la main-d'œuvre et la qualité des infrastructures. Ceux-ci entraînent à leur tour des changements technologiques et des gains d'efficacité qui sous-tiennent la croissance de la productivité du travail à moyen terme.

La participation des gouvernements dans les biens publics, telle que la lutte contre le changement climatique, demeure cruciale, car les investisseurs privés ont tendance à évaluer le risque et le rendement de court terme et sous-investissent dans les domaines d'intérêt public. Les investissements dans des domaines clés, tels que la recherche et le développement, l'éducation et les infrastructures, serviraient à promouvoir le développement durable, c'est à dire le progrès social et la protection environnementale tout en soutenant la croissance de la productivité. Bien que la marge budgétaire pour soutenir ces investissements reste limitée dans de nombreux pays, en particulier dans les pays exportateurs de matières premières, certaines grandes économies peuvent profiter de coûts d'emprunt bas pour financer l'investissement.

### La croissance de l'ensemble des pays les moins avancés (PMA) est loin d'atteindre l'objectif « d'au moins 7 % de croissance du PIB » fixé dans les objectifs de développement durable

La croissance économique de l'ensemble des PMA sera nettement insuffisante pour atteindre l'objectif de développement durable à court terme, même s'il est prévu qu'elle augmente légèrement, passant d'environ 4,5% en 2016 à 5,2% et à 5,5% en 2017 et 2018, respectivement. Ce taux insuffisant de croissance économique pose un risque pour les dépenses publiques, notamment dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation, la protection

sociale et l'adaptation au changement climatique. Ce dernier est d'autant plus important que les PMA restent très vulnérables aux catastrophes naturelles et aux chocs liés aux conditions météorologiques.

Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour diversifier les exportations des PMA, qui restent fortement concentrées dans un petit nombre de produits primaires, vulnérables à la volatilité des prix et aux chocs extérieurs. Etant donnée la trajectoire de croissance économique actuelle, près de 35% de la population des PMA pourrait rester en situation d'extrême pauvreté d'ici 2030. Sans une accélération de la croissance du PIB et un progrès dans la réduction des inégalités de revenus, l'éradication de l'extrême pauvreté dans les PMA d'ici à 2030 reste un défi important.

L'obtention des ressources nécessaires pour financer l'investissement dans les PMA reste difficile. L'investissement dans ces pays aurait besoin de croître à un taux annuel moyen d'au moins 11 % jusqu'en 2030, ce qui représente une accélération significative par rapport aux tendances récentes. Les investissements directs étrangers (IDE) continuent de contourner de nombreux PMA et restent concentrés dans les industries extractives. Des efforts plus importants sont nécessaires pour mobiliser les ressources nationales et internationales, publiques et privées, pour atteindre les objectifs de développement durable dans ces pays.

## Le progrès dans l'atténuation des émissions de carbone requiert des efforts concertés afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de promouvoir les énergies renouvelables

Le niveau des émissions mondiales de carbone n'a pas augmenté pendant deux années consécutives. Cette évolution positive reflète la réduction de l'intensité énergétique des activités économiques, la part croissante des énergies renouvelables dans la structure énergétique globale et le ralentissement de la croissance économique des principaux émetteurs. Cependant, le monde n'est pas encore en mesure de réussir un découplage durable entre croissance économique et croissance des émissions de carbone. Malgré les progrès réalisés, en particulier dans les pays en développement, où le niveau de nouveaux investissements en énergie renouvelable a dépassé celui des pays développés en 2015, les énergies renouvelables ne représentent encore qu'une faible part de la production mondiale d'électricité. L'investissement en énergies renouvelables a nettement baissé au premier semestre 2016. Egalement, l'amélioration observée dans l'atténuation des émissions de carbone au cours des dernières années pourrait facilement s'inverser, si des efforts concertés entre le secteur public et le secteur privé ne sont pas mis en place. Ceux-ci peuvent améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables, s'ils sont soutenus par la coopération internationale en matière de transfert de technologies propres et de financement climatique.

## Commerce international et finance

### Le commerce mondial stagne

La diminution de la croissance du commerce mondial est à la fois un facteur contributif et un symptôme du ralentissement économique mondial. Le volume du commerce mondial n'a augmenté que de 1,2% en 2016, le troisième taux le plus bas au cours des 30 dernières années. Les facteurs cycliques - tels que la composition de la demande mondiale et le climat d'incertitude accrue - continuent de freiner la croissance du commerce mondial. De plus,

un certain nombre de changements structurels, qui avaient favorisé l'expansion rapide du commerce mondial dans les années 1990 et 2000, ont commencé à décliner, auxquels s'est ajouté le ralentissement de la libéralisation des échanges. Le rapport de la croissance du commerce mondial à la croissance du produit mondial brut a considérablement diminué depuis les années 1990. Si la pénétration mondiale des importations devrait connaître une modeste reprise, il est peu probable que la croissance du commerce mondial dépasse considérablement le produit mondial brut dans les années à venir. Le commerce mondial devrait augmenter à un rythme de 2,7% en 2017 et de 3,3% en 2018.

### Réduire le déficit d'investissement pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 requiert la mobilisation de ressources financières importantes

Le ralentissement prolongé de la croissance économique mondiale ne génère pas assez d'investissement de long terme, nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. Le financement international est un complément essentiel à la mobilisation des recettes nationales, qui a augmenté de façon constante dans les pays en développement au cours des 15 dernières années, mais n'a pas encore comblé le déficit de financement des investissements. Toutefois, les flux de capitaux internationaux restent volatils et les flux nets vers les pays en développement devraient rester négatifs au moins jusqu'en 2017, ce qui souligne les défis pour le financement du développement durable à long terme.

Depuis la crise financière mondiale, les faibles taux d'intérêt ont incité les pays en développement à émettre des obligations souveraines sur les marchés internationaux de capitaux. Cependant, dans certains cas, les préoccupations relatives à la viabilité de la dette ont surgi récemment, en particulier lorsque les frais de remboursement sont déterminés par des fluctuations importantes des taux de change. La mise à disposition d'un financement public international, notamment sous la forme d'aide publique au développement (APD) de la part des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, a augmenté en 2015, mais reste en-dessous des objectifs des Nations Unies. L'augmentation de l'APD reflète en grande partie les ressources consacrées aux réfugiés dans les pays d'accueil. Les prêts consentis par les banques multilatérales de développement et dans le cadre de la coopération Sud-Sud ont également augmenté en 2015. Néanmoins, les ressources financières nationales et internationales disponibles restent insuffisantes pour combler les lacunes de financement des investissements pour le développement durable, en particulier dans les pays les plus pauvres.

### L'alignement de l'investissement institutionnel avec les objectifs de développement durable exige un changement dans la structure d'incitation

L'alignement de l'investissement avec les objectifs de développement durable, y compris la construction d'infrastructures durables et résilientes, exige des politiques et des cadres réglementaires qui incitent à modifier les modèles d'investissement. Les tendances actuelles de l'IDE ne sont pas pleinement alignées avec les objectifs du développement durable. De plus, la majeure partie des flux récents a été dirigée vers les fusions et acquisitions transfron-

talières, qui peuvent avoir un impact limité sur l'emploi et le développement. Une réorientation de 3% à 5% des actifs des investisseurs institutionnels vers un investissement de long terme dans le développement durable pourrait avoir un effet considérable. Pourtant, jusqu'à présent, les investissements des investisseurs institutionnels dans les actifs non liquides de long terme, nécessaires au développement durable, ont été limités. L'investissement des investisseurs institutionnels tend à être axé sur le court terme, comme en témoigne la volatilité des flux de portefeuille transfrontaliers. La volatilité des flux internationaux de portefeuilles et des flux bancaires peut nuire au développement durable plutôt que de le soutenir.

Inciter les marchés des capitaux à s'aligner avec des investissements de long terme favorables au développement durable, ainsi que l'incitation à un investissement direct plus important, pourraient être envisagés dans le cadre de la gouvernance financière et soutenus par différentes combinaisons politiques, telles que: externalités tarifaires, cadres réglementaires efficaces, financement mixte et la mobilisation d'investissements privés par le biais d'intermédiaires publics, telles que les banques de développement.

## Incertitudes et risques

### Un ensemble de risques à la baisse pourrait prolonger la période de faible croissance mondiale

Les perspectives économiques mondiales restent sujettes à d'importantes incertitudes et à des risques à la baisse qui pourraient mettre en péril la modeste accélération de la croissance économique actuellement prévue pour 2017-2018. Certains de ces risques découlent des décisions en matière de politique monétaire dans les grandes économies développées. L'impact de l'introduction d'instruments de politique monétaire sans précédents – telles que les politiques de taux d'intérêt négatifs au Japon et en Europe – demeure incertain. Ces mesures pourraient conduire à une détérioration des bilans bancaires, ce qui se traduirait par une contraction des conditions de crédit et la déstabilisation des banques fragiles et sous-capitalisées. Le calendrier de hausse des taux d'intérêt aux États-Unis est une autre source d'incertitude. L'élargissement des écarts de taux d'intérêt entre économies développées pourrait entraîner une instabilité financière, une inversion des entrées de capitaux dans les économies en développement et un ajustement abrupts des taux de change. Cette volatilité aggraverait les vulnérabilités associées à des niveaux élevés de dette et à la hausse des défauts de paiement dans plusieurs pays en développement, ce qui pourrait accroître les coûts d'emprunt, renouveler les besoins de désendettement et accroître le stress du secteur bancaire.

### En raison de l'incertitude des politiques futures aux États-Unis et en Europe, les prévisions économiques mondiales doivent intégrer des intervalles de confiance plus larges.

Il existe également des incertitudes considérables quant à l'environnement politique international. Par exemple, les politiques en matière de commerce international, d'immigration et de changement climatique du futur gouvernement aux États-Unis demeurent incertaines. La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, ou «Brexit», et ses implications potentielles pour la libre circulation des marchandises et des travailleurs en Europe

pose également une incertitude régionale considérable. Toutes ces incertitudes risquent de compromettre toute reprise prévue de l'investissement des entreprises, d'entraver la croissance du commerce international et même de dérailler la croissance mondiale encore faible.

## Les défis en matière de politiques économiques et la voie à suivre

Une combinaison plus équilibrée de politiques économiques est nécessaire, afin de réduire la dépendance excessive à l'égard de la politique monétaire

De nombreuses économies dépendent encore excessivement de la politique monétaire pour soutenir leurs objectifs. Afin de remettre l'économie mondiale dans une trajectoire de croissance saine à moyen terme, ainsi que de s'attaquer aux problèmes concernant les dimensions sociales et environnementales du développement durable, une approche politique plus équilibrée est nécessaire. En plus d'une utilisation plus efficace de la politique budgétaire, la réalisation des objectifs de développement durable requiert d'aller au-delà de la gestion de la demande. Il est nécessaire d'assurer que les mesures macroéconomiques soient pleinement intégrées dans les réformes structurelles et dans les politiques ciblant, par exemple, la pauvreté, les inégalités et le changement climatique.

Un ensemble plus large de politiques est nécessaire et doit être capable de répondre aux circonstances spécifiques de chaque pays. Par exemple, les réformes structurelles pourraient intégrer une utilisation plus large de la politique des revenus pour lutter contre les inégalités et soutenir la demande, ainsi que des politiques actives du marché du travail pour soutenir les groupes sociaux plus vulnérables ou marginalisés. Une régulation et des incitations financières plus efficaces devraient être capables de mobiliser des ressources et encourager l'investissement dans des infrastructures inclusives et résilientes, des services sociaux et des technologies vertes. Également, l'investissement en éducation, en formation des travailleurs et en recherche favorisera les compétences de la main-d'œuvre et l'innovation. Les politiques économiques devraient encourager un environnement commercial dynamique et cohérent avec les objectifs de développement durable, y compris un accès inclusif au financement, des procédures administratives transparentes et des cadres réglementaires efficaces.

La mobilisation de ressources nationales étant limitée par des facteurs structurels, un financement public international concessionnel supplémentaire est nécessaire pour soutenir les pays en développement, en particulier les PMA.

## Renforcer la coordination des politiques internationales dans le cadre du nouvel Agenda 2030

Une coordination internationale est nécessaire pour assurer la cohérence et la complémentarité entre la politique commerciale, la politique d'investissement et les autres politiques publiques. Une telle coordination faciliterait également l'alignement du système commercial multilatéral avec l'Agenda 2030 pour le développement durable, garantissant une croissance inclusive et un travail décent pour tous. Ces efforts seraient soutenus par un marché plus transparent des services internationaux, ce qui faciliterait la participation des fournisseurs de services des pays en développement en particulier. Des efforts de coopération inter-

nationale sont également nécessaires pour réduire les lacunes importantes en termes de financement du commerce, notamment dans les pays les plus pauvres d'Afrique, en Asie et les petits États insulaires en développement. Afin d'assurer que les problèmes de développement soient pris en compte par le système commercial mondial, un rôle plus important devrait être accordé à l'organisation mondiale du commerce.

Une coopération internationale plus poussée est également nécessaire dans de nombreux autres domaines, tels que: l'accélération du transfert de technologies propres; soutenir le financement du climat; l'expansion du financement public international et de l'APD; le renforcement de la coopération fiscale internationale et la lutte contre les flux financiers illicites; fournir un filet mondial de sécurité financière; et coordonner les politiques afin d'aborder les problèmes posés par les mouvements massifs de réfugiés et de migrants. Ces questions ont été reconnues au Sommet du G20 de Hangzhou, où le besoin d'une coordination politique internationale plus profonde a été clairement souligné.